

Communiqué de presse

03 mars 2017

Accord de libre-échange UE – Océanie : la Fédération Nationale Ovine pousse un cri d'alarme auprès du Gouvernement français et de la Commission européenne.

Si le CETA, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, vient d'être ratifié par le Parlement européen, c'est un autre accord qui inquiète au plus haut point la Fédération Nationale Ovine : celui entre l'UE et l'Australie / la Nouvelle-Zélande, que la Commission européenne proposera aux Etats-membres de négocier à partir de cet été.

Pour Michèle BOUDOIN, Présidente de la FNO, "*c'est un véritable séisme que nous, éleveurs de brebis français, nous apprêtons à affronter. (...)*

Alors même que le Royaume-Uni prépare, désormais, sa sortie de l'Union européenne, (...); alors même que cette sortie viendra bouleverser nos échanges de viandes ovines et pourrait affecter considérablement les prix pratiqués sur notre marché; alors même que c'est justement vers le Royaume-Uni que se dirigent, aujourd'hui, la majorité des 287 000 tonnes de viandes ovines arrivées en Europe dans le cadre d'un accès privilégié; c'est une hausse des contingents d'importations accordés à l'Océanie que la Commission européenne semble envisager !"

Une attitude incompréhensible, pour les éleveurs de brebis, qui relèvent doucement la tête après plusieurs décennies d'immenses difficultés au cours desquelles ils ont vu disparaître plus de la moitié de leur cheptel.

C'est donc dans ce contexte particulièrement incertain - celui d'un Brexit dont personne ne sait, aujourd'hui, anticiper les effets - que ces derniers ont souhaité lancer un appel au Gouvernement français (à Stéphane LE FOLL, Ministre de l'Agriculture et Mathias FEKL, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur) : "*Croyez en l'agneau français, en notre capacité à produire, innover, nous renouveler ! Nous avons besoin de soutien dans nos actions de promotion, pour relancer la consommation... pas de plus de viandes néozélandaises ou australiennes dans nos rayons ! A nos côtés, exigez l'exclusion de la viande ovine de ces négociations.*"

Une copie de ce courrier a également été adressée à Phil HOGAN et Cécilia MALMSRÖM, Commissaires européens respectivement chargés de l'agriculture et du commerce...

CONTACT PRESSE :

Michèle BOUDOIN : 06 88 74 26 91

Mylène FOUSSIER : 06 19 13 36 50